

Communiqué de presse

Appel à la reconnaissance du travail des agentes et agents correctionnel.les dans le contexte de la pandémie

Abbotsford, Colombie-Britannique, 1er février 2022, — Le syndicat des agents correctionnels du Canada (UCCO-SACC-CSN) demande la reconnaissance du travail des agents et agentes correctionnel.les face aux éclosions dans les prisons fédérales de Colombie-Britannique. Depuis l'émergence du variant Omicron, l'établissement de Matsqui (pénitencier de sécurité moyenne situé à Abbotsford), l'établissement du Pacifique (pénitencier multiniveaux situé à Abbotsford), le village de guérison Kwikwèxwèlph (établissement de sécurité minimum situé à Harrison Mills) et l'établissement de Kent (pénitencier de sécurité maximum) ont été déclarés des sites d'éclosion. Alors que le village de guérison Kwikwèxwèlph vient de sortir de l'éclosion et que Kent est en voie de le faire, la pression sur les agents et agentes correctionnel.les continue de croître. En date du 27 janvier, 135 membres de la région du pacifique étaient en congé à cause de la COVID. Comme l'explique Derek Chin, le président d'UCCO-SACC-CSN pour la région : « Depuis le début de cette pandémie, plus de la moitié des établissements de la région ont été déclarés en état d'éclosion. Plusieurs agents et agentes correctionnels ont été infectés par le virus alors qu'ils étaient au travail. Les membres ont travaillé, tout comme le reste des travailleurs et travailleuses essentiels dans des conditions extrêmement difficiles. Il est à peu près temps que le gouvernement reconnaisse notre travail. » La situation s'envenime alors que les agents et agentes correctionnel.les demandent une prime COVID depuis plus de deux ans. Une telle prime serait un témoignage de reconnaissance pour les difficultés auxquelles les agents et agentes font face depuis le début de la pandémie.

Tests rapides vs. Tests PCR

Le nombre de cas actifs comptabilisé est sujet à changement à mesure que les tests de dépistage sont effectués. Les agents et agentes correctionnel.les sont grandement touchés par la rareté des tests PCR et doivent rester à la maison lorsqu'ils sont déclarés positifs à la suite d'un test rapide. « Service Correctionnel Canada est capable d'offrir des tests PCR aux détenus, mais pas à ses employés. Cette logique est difficile à comprendre » ajoute Derek Chin. L'accès aux tests PCR pourrait répondre au manque de ressources en éliminant rapidement les faux tests positifs.

Enjeux de sécurité

La santé et la sécurité de nos membres, qui suivent toutes les mesures en vigueur pour minimiser les éclosions dans les établissements, restent notre principale préoccupation. Selon le représentant d'UCCO-SACC-CSN, « Il est dommage que les agences gouvernementales qui sont censées assurer notre sécurité ne fassent rien pour nous protéger. Il y a eu récemment quatre refus de travail reliés à la COVID-19 qui ont nécessité une enquête d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) et, à chaque fois, ils ont statué que COVID-19 n'était pas un danger pour les agents et agentes correctionnel.les. Bien entendu, ils ont pris leur décision sans venir en personne au pénitencier. S'il existe un risque pour les enquêteurs de EDSC, pourquoi la situation ne serait-elle pas risquée pour nous tous ? » Cela confirme non seulement le manque de reconnaissance de la part de SCC, mais aussi le manque de protection de EDSC. » affirme Derek Chin.

Revendications

UCCO-SACC-CSN demande à Service Correctionnel Canada de faire pression pour l'obtention d'un plus grand nombre de tests PCR en Colombie-Britannique, d'offrir aux agents et aux agentes correctionnel.les d'autres formes de congés appropriés à la situation et de reconnaître les sacrifices faits par les membres avec une prime COVID.

Informations:Éric Prince

Communications, UCCO-SACC-CSN

438 882-5872, eric.prince@csn.qc.ca